

A/C.3/43/WG.1/CRP.4
30 septembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé
d'élaborer une convention internationale sur la protection des
droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille

Président : M. Antonio GONZALEZ DE LEON (Mexique)

Vice-Président : M. Juhani LONNROTH (Finlande)

INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille, ouvert à tous les Etats Membres, a été créé en vertu de la résolution 34/172 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1979.
2. Le Groupe de travail a tenu depuis lors, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, a) une première session du 8 octobre au 19 novembre 1980, pendant la trente-cinquième session de l'Assemblée générale; b) une première réunion intersessions du 11 au 22 mai 1981; c) une deuxième session du 12 octobre au 20 novembre 1981, pendant la trente-sixième session de l'Assemblée; d) une deuxième réunion intersessions du 10 au 21 mai 1982; e) une troisième session du 18 octobre au 16 novembre 1982, pendant la trente-septième session de l'Assemblée; f) une troisième réunion intersessions du 31 mai au 10 juin 1983; g) une quatrième session du 27 septembre au 6 octobre 1983, pendant la trente-huitième session de l'Assemblée; h) une quatrième réunion intersessions du 29 mai au 8 juin 1984; i) une cinquième session au cours de la trente-neuvième session de l'Assemblée, du 26 septembre au 5 octobre 1984; j) une cinquième réunion intersessions du 3 au 14 juin 1985; k) une sixième session du 23 septembre au 4 octobre 1985, durant la quarantième session de l'Assemblée; l) une septième session du 24 septembre au 3 octobre 1986, durant la quarante et unième session de l'Assemblée; m) une sixième

réunion intersessions du 1er au 12 juin 1987; n) une huitième session du 22 septembre au 2 octobre 1987, pendant la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale; o) une septième réunion intersessions du 31 mai au 10 juin 1988; et une neuvième session pendant la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, du 27 septembre au 7 octobre 1988.

3. Par sa résolution 42/140 du 7 décembre 1987, l'Assemblée générale a, notamment, pris acte avec satisfaction des rapports du Groupe de travail (A/C.3/42/1 et A/C.3/42/6), et en particulier des progrès que celui-ci avait accomplis et décidé que, pour pouvoir achever sa tâche dans les meilleurs délais, il tiendrait de nouveau une réunion intersessions d'une durée de deux semaines, à New York, immédiatement après la première session ordinaire du Conseil économique et social en 1988. Au paragraphe 3 de cette résolution, l'Assemblée invitait le Secrétaire général à transmettre les rapports du Groupe de travail aux gouvernements afin de permettre aux membres du Groupe de poursuivre la rédaction du projet de convention, en deuxième lecture, durant la réunion intersessions du printemps 1988, ainsi qu'à communiquer les résultats obtenus à cette réunion à l'Assemblée pour examen au cours de sa quarante-troisième session. Au paragraphe 4, l'Assemblée invitait également le Secrétaire général à communiquer ces documents aux organismes compétents des Nations Unies et aux organisations internationales intéressées, pour leur permettre de continuer à collaborer avec le Groupe de travail. En outre, l'Assemblée a décidé que le Groupe de travail se réunirait pendant la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, de préférence au début de la session, en vue de poursuivre la deuxième lecture du projet de convention internationale. Elle a prié le Secrétaire général de faire tout son possible pour assurer au Groupe de travail les services de secrétariat dont il lui faudrait disposer pour remplir son mandat en temps voulu, tant dans le cadre de sa réunion intersessions, prévue après la première session ordinaire du Conseil économique et social en 1988, que durant la quarante-troisième session ordinaire de l'Assemblée.

4. En application de la résolution 42/140 de l'Assemblée générale, le Groupe de travail s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 27 septembre au 7 octobre 1988, sous la présidence de M. Antonio González de León et la vice-présidence de M. Juhani Lönnroth. Il a tenu 16 séances avec la participation de délégations de toutes les régions. Des observateurs de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont aussi assisté aux séances.

5. Le Groupe de travail était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Groupe de travail sur sa réunion intersessions du printemps 1988 (A/C.3/43/1);

b) Texte du préambule et des articles du projet de convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille provisoirement arrêté par le Groupe de travail en première lecture (A/C.3/39/WG.1/WP.1);

c) Texte du préambule et des articles du projet de convention internationale adopté en deuxième lecture par le Groupe de travail (A/C.3/43/WG.1/WP.1/Rev.1);

d) Propositions relatives à la partie IV du projet de convention internationale (A/C.3/43/WG.1/CRP.1/Rev.1);

e) Lettre en date du 3 mai 1988 présentée par le Bureau international du Travail (A/C.3/43/WG.1/CRP.2);

f) Document de travail présenté par l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, le Maroc, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Yougoslavie, proposant des textes sur la partie VII du projet de convention internationale "Application de la Convention" (A/C.3/43/WG.1/CRP.5).

6. Le Groupe de travail disposait également, pour référence, des documents suivants :

a) Ses précédents rapports : (A/C.3/35/13, A/C.3/36/10, A/C.3/37/1, A/C.3/37/7, A/C.3/38/1, A/C.3/38/5, A/C.3/39/1, A/C.3/39/4, A/C.3/40/1, A/C.3/40/6, A/C.3/41/3; A/C.3/42/1 et A/C.3/42/6);

b) Renvois à d'autres dispositions dans le projet de convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille (A/C.3/40/WG.1/CRP.3);

c) Document de travail présenté par les pays suivants : Espagne, Finlande, Grèce, Inde, Italie, Norvège et Suède, auxquels s'est joint ultérieurement le Portugal, concernant les travailleurs migrants indépendants et contenant des propositions visant à ajouter des dispositions à l'article 2 et à la partie IV du projet de convention internationale (A/C.3/40/WG.1/CRP.6);

d) Lettre datée du 21 août 1985, adressée par le Vice-Président au Président du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille (A/C.3/40/WG.1/CRP.7);

e) Document de travail présenté par les Etats-Unis d'Amérique contenant une proposition relative à l'article 2 du projet de convention internationale (A/C.3/40/WG.1/CRP.8);

f) Proposition concernant un nouveau sous-alinéa de l'article 2.2 du projet de convention internationale, présentée par l'Australie (A/C.3/40/WG.1/CRP.9);

g) Document de travail présenté par le Danemark : proposition révisée destinée à remplacer l'article 89 figurant dans le document A/C.3/39/WG.1/WP.1 (A/C.3/40/WG.1/CRP.11);

h) Rapport du Secrétaire général sur les politiques ayant trait à des questions concernant certains groupes : la situation sociale des travailleurs migrants et de leur famille (E/CN.5/1985/8);

i) Commentaires du Bureau international du Travail sur le texte provisoirement approuvé en première lecture (A/C.3/40/WG.1/CRP.1);

j) Observations du Gouvernement colombien sur le rapport du Groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille (A/C.3/40/WG.1/CRP.2);

k) Texte proposé par la délégation mexicaine pour les articles 70 et 72 de la Convention internationale (A/C.3/40/WG.1/CRP.4);

l) Document de travail soumis par l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, la Norvège, le Portugal et la Suède concernant les définitions des "travailleurs migrants" contenues dans la proposition révisée relative aux articles 2 et 4 de la partie I et à la partie IV (A/C.3/38/WG.1/CRP.5).
